

## Note de conjoncture 14 – Octobre 2011

L'actualité des sondages, études et conférences

### Alain Vermeersch

11 octobre 2011

#### Sondages

##### Présidentielle

Selon un **sondage Harris/VSD** (06/10), les affaires pèseront sur la présidentielle de 2012. Ce climat pourrait influencer le vote de 52 % des personnes interrogées. Appelés à se prononcer sur le parti à qui pourraient profiter ces affaires, 48 % des sondés estiment que le FN "profiterait électoralement" de cette situation. "A travers cette réponse, les Français indiquent qu'ils jugent que ce climat pourrait déboucher sur un vote protestataire et, par conséquent, sur un score élevé de Marine Le Pen", souligne Harris interactive. La gauche serait, dans une moindre mesure, l'autre bénéficiaire de ce climat, 20 % des sondés jugeant qu'il pourrait profiter au parti socialiste, et 10 % à EELV. Viennent ensuite notamment le MoDem (9 %), l'UMP (7 %), l'Alliance républicaine, écologiste et sociale (4 %), le Front de gauche, Lutte ouvrière et République solidaire (2 %). 14 % ne se prononcent pas. Par ailleurs, près d'un inscrit sur les listes électorales sur cinq (19 %) déclare que ces affaires sont susceptibles de l'amener à s'abstenir lors de l'élection présidentielle alors qu'il pensait initialement aller voter.

**Sondage LH2** (05/10). Si François Hollande était candidat pour le PS, il arriverait toujours en tête du 1er tour, mais avec 31%, soit en baisse de 4 points depuis le précédent sondage LH2, début septembre. Nicolas Sarkozy perdrait 6 points, à 21%, alors que Jean-Luc Mélenchon (Front de Gauche) remonterait à 8% (+4). Hollande 31, Sarkozy, Le Pen 15, Bayrou 8, Mélenchon 8, Borloo 7, Joly 7, Villepin 2, Arthaud 0,5, Boutin 0,5, Dupont-Aignan 0, Poutou 0

Dans l'hypothèse Martine Aubry, celle-ci recueillerait 25% (-5), devant Nicolas Sarkozy à 21% (-6), Marine Le Pen à 14,5% (+2,5%) et Jean-Luc Mélenchon à

10% (+5). François Bayrou (MoDem) voit aussi sa cote grimper à 8-9% (+2/+3), ainsi que Jean-Louis Borloo (ARES), à 7 ou 9% (+1/+0,5) et Eva Joly (EELV), qui recueillerait 7 ou 7,5% (+1/+3). Aubry 25, Sarkozy 21, Le Pen 14,5, Mélenchon 10, Bayrou 9, Borloo 9, Joly 7,5, Villepin 3, Arthaud 1, Boutin 0, Dupont-Aignan 0, Poutou 0

LH2 a testé des hypothèses de 1er tour avec François Fillon ou Alain Juppé. Hypothèse Fillon : Hollande 30, Fillon 15, Le Pen 15, Borloo 11, Mélenchon 8,5, Bayrou 7,5, Joly 7,5, Villepin 3, Boutin 1, Dupont-Aignan 1, Arthaud 0,5, Poutou 0

Hypothèse Juppé : Hollande 30, Juppé 16, Le Pen 16, Borloo 9, Mélenchon 9, Joly 8,5, Bayrou 8, Villepin 3, Dupont-Aignan 0,5, Arthaud 0, Boutin 0, Poutou 0

**Selon un sondage Ipsos Logica (03/10)**, les socialistes François Hollande, Martine Aubry et Ségolène Royal voient croître en un mois les intentions de vote en leur faveur pour le premier tour de la présidentielle, Nicolas Sarkozy étant face à eux en baisse ou stable. Selon cette enquête d'opinion réalisée pour Radio France et Le Monde avant le retrait de Jean-Louis Borloo, si le premier tour de la présidentielle avait lieu dimanche, le député de Corrèze réaliserait le meilleur score à 32%, en hausse de 2 points par rapport à début septembre. Le président sortant, à 21%, perdrait un point, tout comme Marine Le Pen (FN) à 16%. Si Martine Aubry était la championne du PS, elle réaliserait 29% au premier tour (+2) Nicolas Sarkozy réunissant 22% (-1) et Marine Le Pen 16% (-2). Ségolène Royal est à 22% d'intentions de vote (+3), talonnant le président sortant (23%, inchangé). Marine Le Pen, à 16%, recule de deux points. Le candidat du Front de Gauche Jean-Luc Mélenchon varie, selon les hypothèses PS, entre 7 et 9%, gagnant de 0,5 à 3 points. Le MoDem François Bayrou évolue entre entre 6 et 8,5%, avec de faibles amplitudes par rapport au mois dernier, alors que Jean-Louis Borloo, président du Parti radical, était crédité de 6,5 à 8 %. Il s'est retiré de la compétition dimanche.

**Deux sondages, l'un effectué par LH2, l'autre par TNS-Sofres**, montrent que l'emploi et la crainte du chômage occupent les premiers rangs des préoccupations des Français. Une angoisse qui se double d'un mécontentement grandissant, souligne TNS-Sofres. Dans un contexte de crise, alors que le gouvernement vient de présenter un budget dont la priorité affichée est la réduction des déficits, coûte que coûte, les deux sondages publiés coup sur coup montrent où se situent les préoccupations des Français... et quelles sont les thématiques qui pourraient peser sur leur choix au moment de mettre leur bulletin dans l'urne pour la prochaine présidentielle. Pour LH2, plus de 8 sondés sur dix placent l'emploi et la situation financière de leur foyer en tête d'une liste de sujets de préoccupation de la vie quotidienne. « Les Français ont placé, en écho au contexte de crise actuel, des

thématiques économiques en premier lieu », se déclarant à 82% préoccupés par l'emploi - le leur ou celui de leurs proches - et leurs ressources, souligne le baromètre. 72% de ceux qui se disent préoccupés par les finances du foyer s'inquiètent notamment de la part qu'occupent dans leur budget les dépenses indispensables comme le logement ou l'alimentation. 79% ont indiqué que leur santé les préoccupait au quotidien, 72% mentionnant la retraite ainsi que la prise en charge d'un proche dépendant. Parmi toutes ces thématiques, c'est encore l'emploi qui pour 72% des sondés devra être « abordé de façon prioritaire » dans la campagne présidentielle de 2012. Mais pour un Français sur deux (et 57% des 50-64 ans) un autre sujet à traiter pendant la campagne est celui des retraites « preuve que la réforme récente n'a pas clos ce chantier » soulignent les auteurs du baromètre.

Le deuxième sondage, effectué par **TNS-Sofres** et publié par L'Humanité montre que **la crainte du chômage** frappe 76% des ouvriers et 70% des cadres français. L'enquête précise que, globalement, 66% des Français ressentent le risque du chômage pour eux ou l'un de leurs proches. En outre, 75% des Français ont l'impression que depuis quelques années, ils ont l'impression de vivre moins bien qu'avant, un taux en progression de 25 points depuis 1981, date où la question a été posée la première fois. L'inquiétude sociale des Français se double d'un mécontentement grandissant: 14% (+4 points sur 2009) jugent nécessaire de « radicalement transformer la société » 37% (+11 points) voudraient « la réformer en profondeur », soit une majorité de 51%, tandis que 25% (-7) souhaitent « l'aménager sur quelques aspects, mais sans toucher à l'essentiel ». (source actuse.blogspot.com 29/09)

**Selon un sondage Ifop paru dans Sud Ouest Dimanche, seulement un Français sur quatre (23%) souhaite que Nicolas Sarkozy demeure le candidat de la droite en 2012** (02/10) Mais aucune des figures de la droite ne suscite un désir plus grand. Le Premier ministre F. Fillon arrive en seconde position, loin derrière (7%), au même niveau que son prédécesseur à Matignon, D. de Villepin (7%). Quant à A. Juppé, J-L. Borloo et F. Bayrou, ils sont tous les trois crédités de 4%. Malgré la défaite de la droite aux sénatoriales et les récentes affaires auxquelles sont mêlés certains de ses collaborateurs, une large majorité de sympathisants de l'UMP (57%, +5 points par rapport à avril) souhaite que Sarkozy soit le candidat de la droite en 2012. François Fillon est relégué très loin derrière (10%, -9 points), en deuxième position devant Alain Juppé (8%). Jean-Louis Borloo et Jean-François Copé (respectivement 4% et 3%) font jeu égal avec Marine Le Pen (3%).

**La gauche peut-elle relever le pays ? Des propositions largement approuvées relève le sondage CSAL/L'Expansion** (octobre 2011). Pour J. Sainte-Marie « Un projet politique visant d'abord à séduire et à convaincre, il est naturel, surtout pour celui d'un parti de gouvernement, qu'il reçoive bon

accueil. Les sept propositions socialistes testées sont pourtant de nature à susciter la polémique. En premier lieu, l'idée d'une augmentation des droits de douane sur les produits provenant de pays ne respectant pas les normes internationales en matières sociale, sanitaire ou environnementale ne fait pas débat, tant son approbation est massive et répartie de manière homogène parmi l'ensemble de la population. Cela témoigne d'une nouvelle sensibilité des Français à l'égard du libre échange et du protectionnisme. Plus surprenant est que la relance des emplois jeunes pour faire baisser le chômage recueille non seulement 81% d'approbation, mais surtout plus d'opinions «tout à fait» favorables parmi les sympathisants de l'UMP (53%) que chez ceux du Parti socialiste (45%). Il est aussi à noter que des mesures coercitives - pénalisation des entreprises effectuant des licenciements tout en versant des dividendes, imposition accrue des revenus du capital ou limitation des écarts de rémunération dans la fonction publique – sont très largement soutenues. Il y a là la marque d'une évolution des esprits qui n'est pas sans lien avec la crise financière actuelle et la volonté exprimée au plus haut niveau de «moraliser le capitalisme». Dans ces conditions, c'est le score relativement restreint, quoique toujours majoritaire, de l'approbation d'une éventuelle réforme ramenant la retraite à 60 ans qui retient l'attention. La gauche est crédible sur la protection de l'environnement et la lutte contre les inégalités sociales. C'est moins le cas en ce qui concerne la réduction des inégalités sociales, où la droite est plutôt sceptique, et les CSP- plus dubitatives que les CSP+. Sur la construction européenne, thème secondaire des campagnes présidentielles, la crédibilité de la gauche demeure nettement majoritaire, ce qui est beaucoup moins vrai pour la lutte contre le chômage, où les réponses sont équilibrées (51% contre 48%). Sur ce sujet où la crédibilité globale des politiques est faible, après des décennies de chômage de masse, que 48% des salariés (et même 57% des cadres et 54% des ouvriers) jugent le Parti socialiste capable de trouver des solutions efficaces (contre 50%), n'est pas pour lui un si mauvais résultat. Il en va de même pour les résultats concernant le pouvoir d'achat (48 % de jugements favorables, contre 50%). 41 % des Français jugent le PS crédible sur l'adaptation du pays à la mondialisation (contre 53 %), autant sur la réduction des déficits publics (contre 56%) et 44% pour la lutte contre la désindustrialisation (contre 52%). En ces matières, on observe des clivages politiques importants, le PS ayant du mal à convaincre au-delà de la gauche. Au final, il apparaît que le PS bénéficie de taux de crédibilité assez élevés sur la plupart de ces sujets où l'opinion doute du pouvoir des gouvernants, mais qu'il est en position relativement faible sur des enjeux nouveaux, tels que les dettes souveraines ou bien l'avenir des pays comme le nôtre face aux économies dynamiques telles que la Chine ou l'Inde – sujets qui seront très probablement au centre des débats pour les scrutins de 2012.

## **Primaires socialistes**

Avant le scrutin, des commentaires s'interrogeaient sur le bien fondé des primaires. Pour Rémi Lefebvre, professeur de Sciences politiques à l'université de Lille et spécialiste du PS, le débat organisé pour les primaires socialistes était d'une « grande qualité mais avec une forte polyphonie, de vraies divergences sur des nombreuses questions au point de se demander parfois si ces candidats appartiennent au même parti ». « La référence au projet socialiste initial devient de moins en moins marquée, chaque candidat affirme son identité, trace son sillon, développe des marqueurs propres. (...) Le débat révèle des personnalités, particulièrement A. Montebourg qui a été très affûté et cohérent, encore plus que lors du premier débat », estime-t-il. Il estime que « F. Hollande cultive avec une dextérité certaine la hauteur que lui confère sa présidentialité sondagière ». G. Grunberg, (spécialiste de la gauche et du PS) a jugé que le débat « reste bon pour le PS ». « Ils ont réussi à rentrer un peu plus dans leurs désaccords sans se montrer trop divisés » même si se dessinent « deux lignes inconciliables entre économie de marché et économie administrée ». Pour F. Dabi de l'Ifop, le débat a été « très différent du précédent; les six candidats sont beaucoup plus à l'aise, ils sont en campagne, ils donnent des exemples qui viennent du terrain, ils font aussi plus de propositions ». « On a vu des affrontements entre eux, même s'ils se tutoient, plutôt des accrocs et des attaques mais pas vraiment de tension, les attaques étaient assez systématiques à l'égard de F. Hollande, celui d'entre eux qui est le plus haut dans les sondages ». « Tous les six sont nettement dans la critique des gros, conscients que le clivage gros/petits est très ressenti dans leur électorat », poursuit-il. Concernant les questions sécuritaires, « ils sont dans la critique du bilan de Sarkozy mais globalement ils témoignent d'une vraie évolution de la gauche sur ces questions », dit F. Dabi. En résumé « c'était un débat nettement plus enlevé que le précédent parce qu'ils ont tous endossé les habits de candidats ».

(sources AFP 29/09)

**Établir des tendances d'opinion est difficile pour les instituts de sondage**, la taille des échantillons des sympathisants de gauche étant souvent insuffisante. Il y a donc plusieurs inconnues selon Denis Pingaud, vice-président exécutif de l'institut de sondage OpinionWay. Le débat récurrent sur les sondages rebondit avec la publication, depuis trois mois, d'enquêtes sur la primaire socialiste. Les arguments des détracteurs mélangent souvent la suspicion sur la méthodologie même des études sur les intentions de vote et la critique de la taille des échantillons sur lesquels, en l'espèce, peuvent s'appuyer les sondeurs pour délivrer leurs chiffres . Que sait-on vraiment ? Quelles zones d'ombre persistent ? Les sondages rendus publics observent

une procédure éprouvée. Celle-ci consiste à partir d'un échantillon représentatif des Français en âge de voter qui constitue le corps électoral théorique de la primaire puisque tout citoyen a le droit de se prononcer. Cependant, afin d'approcher au mieux le corps électoral réel, est isolé un sous-échantillon de sympathisants de gauche au sein duquel est posée une question sur la certitude d'aller voter. Il ne s'agit ni plus ni moins que de méthodologies classiques d'enquêtes d'intentions de vote. De manière à disposer de bases suffisamment représentatives pour limiter les marges d'erreur, les instituts interrogent plusieurs milliers de Français et, selon les cas, travaillent sur des populations de 800 à 1.300 sympathisants de gauche. A ce premier stade, l'interrogation peut être formulée de deux manières. Soit sur le mode " parmi les candidats suivants, lequel préféreriez-vous voir désigné ? ", soit sur le mode " Pour lequel des candidats suivants y aurait-il le plus de chance que vous votiez ? ". Quel que soit le questionnement, les résultats sont globalement convergents. François Hollande tient la corde nettement avec 12 à 20 points d'avance sur Martine Aubry, Ségolène Royal et Arnaud Montebourg étant très loin derrière. On sait donc clairement que le peuple de gauche a une préférence aujourd'hui marquée pour l'ancien Premier secrétaire du PS. Cette information est intéressante mais loin d'être suffisante, bien que certains commentateurs aient parfois tendance à s'en contenter. Quelle que soit la technique retenue pour isoler un sous-échantillon de votants " certains " ou " probables ", les résultats, là encore, sont plutôt convergents sur au moins un point, lorsque l'on prend la peine de regarder l'évolution depuis juin dernier. On sait que l'intention d'aller voter ne connaît pas de progression significative à ce jour. Cette information ne permet toutefois pas d'approcher précisément le nombre de votants potentiels pour au moins trois raisons. La catégorie des votants potentiels est définie de manière différente selon les instituts, selon que l'on regroupe ou pas ceux qui déclarent aller voter " certainement " ou " probablement ". Par ailleurs les répondants ont toujours tendance à surdéclarer leur intention de participer à un scrutin. Enfin, il n'existe pas d'historique de primaires permettant de redresser ces données. On ne sait donc pas estimer précisément le nombre de Français qui iront réellement voter. Quelle que soit la méthode retenue par les différents instituts pour isoler un échantillon de votants potentiels parmi les sympathisants de gauche, la taille de ce dernier reste insuffisante pour que l'on puisse considérer comme fiables les intentions de vote déclarées par les répondants. Cela dit, il apparaît au moins deux certitudes quand on compare les résultats fournis par les différents instituts. D'une part, l'ordre des préférences est *grosso modo* le même que pour l'ensemble des sympathisants de gauche. Mais, d'autre part, parmi les votants potentiels, les écarts sont un peu moindres entre les principaux candidats. (source : [Nouvelobs.com](http://Nouvelobs.com) 30/09)

**Le premier tour des primaires font la Une des journaux** (10/10), à part la presse économique qui titre sur le futur plan Sarkozy-Merkel pour l'Europe et La Croix qui s'intéresse à l'entrée en politique des femmes du monde arabe, tous les quotidiens nationaux consacrent leur manchette à la primaire. Même Le Figaro titre : "Hollande devance Aubry, Montebourg est en arbitre." La couverture de Libération montre une énorme rose. "La gauche gagne son élection". Il y a aussi de nombreux reportages. Libération dans le 18ème arrondissement de Paris. 1er motif de mobilisation avant même le choix d'un candidat : le changement. Samia, 49 ans, cantinière : elle veut que "la droite tombe". Vote pour le changement, donc vote utile. Selon Mediapart, c'est ce qui a pris le dessus à Tours, en Indre et Loire, département socialiste. Témoignage de Nathalie, publicitaire de 56 ans, assez primaire dans l'anti-sarkozysme : "Mon choix de cœur, c'était Montebourg. Mais je veux empêcher l'horrible gnome de l'Elysée de faire 5 ans de plus. Alors je soutiens le candidat le plus apte à le battre : Hollande". Mediapart est allé dans deux autres endroits tests. Hénin-Beaumont, Pas-de-Calais là où le FN fait un carton. Le PS serait-il en train de reconquérir les ouvriers ? En tout cas on a beaucoup voté. Et puis le Haut Montreuil, en Seine-St-Denis. Oui, on a voté aussi mais on n'a pas vu beaucoup de jeunes. Le président du bureau de vote rôle : « Ils passent leur temps à pester contre Sarkozy, mais ils ne viennent pas voter ». Conclusion de Mediapart, sous la plume de François Bonnet à propos de ce succès de participation : il ne faut pas trop s'emballer. Qui a voté ? Réponse : "les militants du PS, les sympathisants, les électeurs réguliers (...) le cercle large de la famille socialiste", pas moins pas plus. Mais c'est déjà une mue du vieil appareil socialiste selon Mediapart. Ce qui a volé en éclats, c'est le vieux PS verrouillé par les barons locaux. Les quotidiens jugent les candidats. Le Parisien-Aujourd'hui-en-France, entre autres, appelle "La chute de la maison Royal". Pour Le Figaro, S. Royal n'a jamais réussi à convaincre qu'elle avait changé depuis 2007. Selon les journaux, l'écart, important mais pas abyssal, entre F. Hollande et M. Aubry. Pour Le Figaro, Hollande n'a pas installé l'évidence de sa candidature, la dynamique est du côté d'Aubry. Selon deux proches de la maire de Lille dans Libération, elle a marqué des points dans la dernière ligne droite avec ses attaques sur la gauche molle qu'incarnerait le député de Corrèze. Et avec le score canon d'A. Montebourg, elle se retrouve au centre de la gauche. Tout le monde remarque que Montebourg est à considérer. Si la plupart des éditorialistes jugent ce premier tour de la primaire réussi, ils jugent aussi le second très périlleux. Gare aux divisions, aux rancœurs, aux petites phrases aux entourloupes. Arnaud Montebourg, explique slate.fr, devra choisir entre un dirigeant dont il fut l'un des opposants les plus féroces (Hollande) et une candidate avec qui il s'est brouillé lors de l'affaire Guérini (Aubry). Quant à Ségolène Royal, elle

devra choisir entre son ex compagnon avec qui elle a rompu de manière fracassante et la femme qui lui a emporté la tête du parti socialiste dans des conditions controversées. « Hollande peut-il gauchir son discours (pour séduire Arnaud Montebourg) sans rogner sa crédibilité ? » se demande Guillaume Tabard dans Les Echos. Dans Le Figaro, Sophie Huet relate « V. Peillon met en garde : « Il n'y aura pas d'arrangements entre amis ni de conclave rue de Solférino ». Mais il y aura quand même quelques appels du pied. Le bon score de Montebourg ? « C'est la surprise. Il y a un vrai besoin de renouvellement de la vie politique française », salue Peillon. Proche de DSK rallié à Hollande, J-M. Le Guen, député de Paris, prévient : « Cela va être la semaine de tous les dangers. Le second tour risque d'être serré. On ne doit pas se laisser entraîner dans un débat « la gauche contre la gauche ». Il faut que chacun maîtrise son agressivité, ne pas défaire tout ce que nous avons fait ». Le débat face à M. Aubry inquiète. En fin de campagne, elle s'est montrée particulièrement agressive à l'encontre de Hollande en le dépeignant en filigrane comme le tenant de « la gauche molle ». Tout le monde reconnaît qu'il y a encore beaucoup d'inconnues d'ici au 16 octobre. Et même Hollande semble douter lorsqu'il demande aux électeurs de lui donner « la force nécessaire, celle que lui donneront les primaires ».

**Yves Sintomer qui travaille sur les transformations de la participation démocratique**, revient pour Libération (10/10) sur cette première primaire socialiste. Il remarque « Le fait qu'autant d'entre eux soient allés voter, après un débat de qualité respectable, montre que des énergies civiques existent. Les militants encartés peuvent trouver un rôle nouveau, d'impulsion et d'animation. Donner la possibilité de choisir celui ou celle qui représentera la gauche à deux millions de personnes, voire davantage, constitue un pas en avant sur lequel il sera difficile de revenir. L'expérience risque de faire des émules. Reste cependant à analyser précisément les résultats : les classes populaires se sont-elles autant déplacées que les autres ? Les résultats montrent-ils une pression au « vote utile » dès ce stade de la campagne électorale ? Sur le moyen terme, les débats de personnes seront-ils couplés à des questions de programme ? Comment approfondir davantage encore cette démocratisation ? L'expérience italienne montre que c'est peut-être au niveau local ou régional qu'elles peuvent susciter la dynamique la plus intéressante : la médiatisation y est moins forte et une connaissance réelle des candidats et des programmes y est plus aisée.

2012 va représenter une opportunité historique : si la gauche gagne les élections, il sera enfin possible de modifier en profondeur le système politique, en réduisant sa présidentialisation à tous les niveaux de gouvernement, en imposant une interdiction stricte du cumul des mandats, en institutionnalisant des mesures de démocratie participative et directe, comme les référendums



d'initiative populaire. La gauche en aura-t-elle l'audace ? C'est une autre question... De ce point de vue, je ne suis d'ailleurs pas sûr que l'on puisse parler de dépolitisation. Ce qui est en jeu, c'est que le système partidaire ne décroche pas des aspirations qui se manifestent dans la société. Les primaires peuvent contribuer à lui redonner une crédibilité. Cependant, une hirondelle ne fait pas le printemps. Les racines de la défiance sont profondes. Les crises économique, sociale et écologique sont aujourd'hui d'une ampleur inédite, et elles frappent en particulier les classes populaires. Si les politiques menées restent polarisées entre l'adaptation plus ou moins résignée au capitalisme financier et la nostalgie du capitalisme social et du productivisme d'après-guerre, il est peu probable que la classe politique retrouve sa crédibilité. »

**Interrogé par Basta ! (26/09) B. Hamon souligne que « Le PS doit parler prioritairement aux classes populaires ».** Selon lui, « Il est absolument indispensable de revaloriser le travail, les conditions dans lesquelles nous bossons, et le salaire qui y est associé. Avec un chômage extrêmement important, une souffrance au travail, une précarité énorme, un sentiment de déclassement, les attentes sont très fortes. Nous devons être immédiatement offensifs et donner un signal de rupture avec la remise en cause de la valeur du travail. Nous devons surtout éviter le cercle vicieux de la modération salariale au nom du maintien des emplois. » Cela se traduira « par une grande conférence salariale : une négociation tripartite – État, syndicats, patronat – qui fasse l'inventaire de la répartition entre la rémunération du capital et celle du travail, branche par branche. Car les augmentations de salaire ne pourront pas être uniformes, sinon certaines branches à forte intensité de main-d'œuvre risquent d'être déstabilisées. Des mesures d'ordre fiscal y seront associées. Le problème de l'économie française, ce n'est pas le coût du travail mais le coût du capital. C'est bien parce que la rémunération du capital n'a cessé d'augmenter depuis trente ans que notre économie a du mal à être compétitive. On peut faire baisser le coût du capital « par des mesures pénalisant ceux qui orientent la production de richesses vers la rémunération du capital. Par exemple : aligner la fiscalité du capital sur celle du travail, ou moduler l'impôt sur les sociétés en fonction des bénéfices réinvestis ou pas. » Revenant sur l'expérience de 2002, il déclare « On ne perd pas une élection présidentielle sans un divorce profond avec les classes populaires. De cet épisode est né un malentendu entre certains de mes camarades et le peuple. Celui-ci aurait été ingrat et ne nous aurait pas récompensés pour le bon boulot accompli. Ce malentendu s'est doublé d'un vrai divorce lors du référendum sur le traité constitutionnel européen. Si nous avons perdu plusieurs élections présidentielles et législatives, ce n'est pas par excès de générosité et d'idéal, c'est plutôt le contraire. Le néolibéralisme a produit un vrai recul de la souveraineté populaire et de la démocratie. Ce recul est mortel pour la

gauche. » Il considère que le risque, c'est M. Le Pen en tête du premier tour. « La concordance de la crise, de la corruption, des affaires délébiles, d'une gauche qui se différencierait de la droite seulement sur les modalités de l'austérité et de la rigueur crée un boulevard » pour le FN. S'agissant du rapport du PS aux classes populaires, il juge que « nous devons rompre avec les think tanks, qui d'ailleurs ne se présentent pas aux élections. Les classes populaires ont le sentiment que leur bulletin de vote n'a plus d'impact sur leurs conditions de vie. Notre capacité à les reconquérir dans les urnes passe par un discours clair lors des présidentielles. Mais je crois que nous n'y parviendrons qu'à partir du moment où la gauche aura gouverné, où elle sera en situation d'agir principalement pour les classes populaires. Une fracture comme celle qui existe ne se résorbe pas le temps d'une élection présidentielle. Soit ils l'utiliseront (le bulletin de vote) pour que le système se brise, soit ils se mettront à l'écart. La reconquête démocratique des classes populaires se fera après la campagne. Aucun gouvernement de gauche ne peut mener une politique digne de ce nom sans s'appuyer régulièrement sur le mouvement social et le suffrage universel. Mais il existe encore une méfiance presque instinctive de la gauche de gouvernement vis-à-vis du mouvement social, au prétexte que celui-ci serait dans la surenchère et l'irresponsabilité. Au sein du mouvement social, certains considèrent que la gauche de gouvernement a trahi. » Il souligne les convergences avec J-L. Mélenchon et E. Joly « Ce que nous disent Mélenchon et Joly est assez classique. Ce qui l'est moins, c'est que le porte-parole du PS le dise également. Sur l'essentiel, nous convergions : sur la transition écologique et énergétique, sur un modèle de développement à repenser, sur la répartition des richesses, sur la question du libre-échange. Le risque, c'est que les postures l'emportent sur l'intérêt général. Dans ce cas, la droite gagnera les élections. » Il estime que « des choix politiques que nous avons faits dans le passé nous coûtent aujourd'hui. La conversion au libre-échange explique l'échec de la social-démocratie dans le monde. Pascal Lamy (membre du PS, ndlr) à la tête de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), DSK à la tête du FMI... Je comprends comment ils situent leur rôle de sociaux-démocrates. Mais accepter la conversion au libre-échange et un recul de la souveraineté populaire nous amène à déclarer que notre modèle social est un luxe que nous ne pourrions plus nous payer. Sigmar Gabriel, le président du SPD, en tire comme conclusion que la reconquête des classes populaires et moyennes passe par la valeur du travail, donc les salaires. » Il explique que « Nous n'avons jamais autant travaillé avec le SPD pour préparer une échéance présidentielle. Les Allemands sont également prêts à aborder la question du libre-échange, pour qu'un produit fabriqué dans des conditions de dumping environnemental et social soit taxé spécifiquement. » Sur le nucléaire, il estime « Après en avoir

discuté avec des militants écolos et des ingénieurs de cette filière, je pense que nous avons les moyens d'en sortir en restant souverains et indépendants. Les savoir-faire de la filière nucléaire doivent désormais être orientés vers les énergies renouvelables. » Sur le rôle des marchés, il note « Aujourd'hui, il n'y a pas plus dépendant des marchés financiers et de la spéculation qu'un État européen. Tant que ce sera le cas, nous serons potentiellement étranglés. Nous n'allons pas élaborer un projet politique en nous disant : « Cela, nous ne pouvons pas le proposer, sinon ils vont nous baisser la note. » Si c'est Moody's qui écrit le projet du PS, c'est clair qu'il ne sera pas de gauche ! Il faut casser cette mécanique. Quand on a construit par les luttes un modèle social européen, on le défend.

### La situation à droite

**Les élus ont fait payer à la droite la « facture » des réformes locales.** Philippe Moreau (Echos 27/09) rapporte ces propos de Gérard Collomb, pour expliquer le vote des grands électeurs aux sénatoriales. « Il y a là bien évidemment le signe d'une opposition forte par rapport à une réforme territoriale et à des modes de financement nouveaux qui fragilisent la gestion des collectivités locales » Jean-Marc Ayrault de renchérir en y voyant « le rejet d'un pouvoir qui, [...] non content de se décharger sur les collectivités locales, leur impose un mouvement de recentralisation dont le symbole est la réforme territoriale ». Mais à droite aussi, des voix se sont élevées pour dire en substance la même chose. C'est sans doute dès le début du quinquennat que les petits élus locaux ont commencé à être troublés. Avec le remodelage des cartes des différents services publics : casernes, tribunaux, hôpitaux... Visée, la réforme de la taxe professionnelle. Mais le projet de loi sur la réforme territoriale voté à la fin de l'année 2010 dans la douleur a carrément braqué nombre d'élus. Jean-Pierre Bel promet de renouer avec les élus locaux « Nous voulons retisser les liens avec les élus locaux mis à mal par la majorité sortante. Nous souhaitons organiser des états généraux des élus locaux pour voir comment donner un nouveau souffle à la décentralisation. Nous allons aussi revenir à la charge sur le pacte fiscal que nous avons déjà défendu dans une proposition de loi. »

**Nicolas Sarkozy : les deux stratégies de la droite.** Médiapart 30/09) « C'est la première campagne qui sera aussi à droite », parie Dominique Reynié, à la tête de la Fondation pour l'innovation politique, think tank proche de l'UMP. Le politologue établit le constat d'«une droitisation des sociétés en France et en Europe». Il estime donc que, «sur le papier, Nicolas Sarkozy a de bonnes chances d'être élu». Mais dans les faits, «son socle est fragilisé, il est autour de 24-25%, le point plancher». Valeurs actuelles enfonce le clou: Nicolas

Sarkozy est «affaibli par la marée montante des affaires», «(ses) espoirs de réélection seraient quasiment nuls dans l'hypothèse où la présidentielle aurait lieu aujourd'hui». C'est une «fin de règne» pour le président, titrent cette semaine Le Point et Le Nouvel Observateur. Depuis son arrivée à l'Élysée en 2007, l'UMP a perdu toutes les élections locales. Et c'est sous sa présidence que le Sénat est passé à gauche. «Un symbole qui ne s'effacera pas de sitôt des esprits», souligne Valeurs actuelles, estimant que «c'est moins la droite dans son ensemble qui a été sanctionnée que l'UMP en tant que parti du président». Sarkozy se trouve face à deux stratégies. Première option, la stratégie d'une droitisation aux accents populistes. Pour s'imposer face au PS, Nicolas Sarkozy pourrait jouer la carte d'un nouveau 21 avril, et s'engager dans un populisme assumé, puisant dans l'exemple hongrois, où le chef de la droite ultra-conservatrice, Viktor Orbán, a conquis le pouvoir en avril 2010 avec un mélange de politique d'austérité, de stigmatisation des Roms, de sécurité, de régression des libertés publiques et de xénophobie. C'est la stratégie menée depuis le virage sécuritaire de l'été 2010, dans la droite ligne des débats sur l'identité nationale et l'islam. Claude Guéant, porte-drapeau des thèses de l'extrême droite depuis le ministère de l'intérieur; les députés de la Droite populaire, qui se chargent de diffuser sur le terrain des idées proches de celles du FN. Malgré le risque d'implosion de l'UMP, cette stratégie n'a pas été abandonnée. Le président a annoncé la construction de 30.000 places de prison et de l'encadrement militaire des jeunes délinquants. J-F. Copé a proposé d'instaurer auprès des jeunes Français un « serment d'allégeance aux armes » (que l'on avait plus vu depuis le maréchal Pétain). Mais cette droitisation de l'UMP fait de plus en plus grincer de dents au sein du parti. La proposition d'un serment «d'allégeance aux armes» a déclenché une levée de boucliers, y compris au sein du gouvernement. L'UMP ne semble plus totalement suivre Sarkozy sur la sécurité. Le 27 septembre, la proposition d'un encadrement militaire des jeunes délinquants a été battue à plate couture en commission de la Défense à l'assemblée (12 voix contre 2, les députés UMP ne s'étant pas déplacés pour la soutenir). Pour D. Reynié, cette stratégie droitiste est «contre-productive»: «L'espace du FN est aujourd'hui minoritaire (15 à 30%). Si Nicolas Sarkozy veut aller sur ce terrain-là, il ne gagnera qu'une fraction de cet espace et perdra beaucoup.» «Il faut combattre le populisme, estime-t-il. Sarkozy doit traiter les questions d'immigration et de sécurité comme des politiques publiques, et non comme un outil d'agitation, au JT, à travers des déclarations à l'emporte-pièce. Le débat sur la laïcité, la loi sur la burqa, le discours de Grenoble, les discours de la Droite populaire ont créé un malaise au sein de l'électorat modéré. Cet électorat pense que l'intégration pose des problèmes mais ne veut pas aller si loin. En réalité, une autre stratégie – plus européenne celle-ci – se dessine. Elle consisterait à tout miser

sur une aggravation de la crise financière, monétaire et politique en Europe pour mieux se présenter en capitaine protecteur par temps de tempête. La seule manière de gagner ne serait-elle pas de décréter qu'à situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles? De considérer que la crise européenne balaye le jeu politique français et de promettre un gouvernement d'union nationale? Mieux, de réaliser cette union dès le début de l'année 2012, lors d'un large remaniement. Sarkozy pourrait faire entrer D. de Villepin, F. Bayrou ou J-L. Borloo au gouvernement, donner du galon à A. Juppé. Voilà qui surprendrait la gauche et permettrait de vanter son bilan sur la scène internationale ainsi que sa gestion de la crise. Le 27 septembre, lors du traditionnel petit-déjeuner de la majorité, il a fait un pas de plus vers cette stratégie. «Ne vous y trompez pas, l'élection présidentielle se jouera sur la crise», a-t-il répété. «La crise de confiance est systémique et la réponse doit être aussi systémique», a-t-il estimé, annonçant «des initiatives très rapidement», dans le cadre européen et celui du G20. L'Elysée prépare le terrain, expliquant qu'une déferlante populiste est à craindre en cette période de crise et que, dans ce contexte, il ne faut pas changer de capitaine. Les premiers jalons de cette stratégie d'union nationale sont posés. Sarkozy l'a compris, les troupes chiraquiennes lui seront indispensables pour être réélu. Lorsque J-P. Raffarin menace de ne plus se rendre aux petits-déjeuners de la majorité à l'Elysée après leur clash sur le relèvement de la TVA sur les parcs à thème, le chef de l'Etat recule. Les bébés Chirac, eux, rêvent de prendre leur revanche en réinstallant l'Etat chiraquien au sein du gouvernement. L'hypothèse n'est pas à exclure, plusieurs signaux en dessinent déjà les contours. Sur le site de son club "Le Chêne", le 29 septembre, M. Alliot-Marie tente de rassurer la base UMP. «(En 2012), les Français auront à choisir celui qui sera le mieux à même de conduire le pays dans la concurrence mondiale, face aux crises les plus diverses», écrit-elle. dans L'Express du 21/09, un autre ministre de Chirac, H.Gaymard, estime que Sarkozy «ne pourra gagner en 2012 qu'avec le concours essentiel d'Alain Juppé», «en élargissant grâce à lui un spectre politique trop étroit», estime-t-il. Il rappelle: «Quand la droite gagne les élections, elle ne les gagne jamais seule. D'abord parce que le mouvement gaulliste a toujours ratissé large. Ensuite parce que le centre, tout ou partie, a toujours été dans la majorité présidentielle sous la Ve République.» En sous-texte, il livre la condition à ce rassemblement: l'abandon d'une UMP «crispé(e) sur les questions d'immigration, de sécurité, d'identité nationale». «Courir après le Front national, (...) ne peut être qu'illusoire, inopportun et dangereux.»

Dans le même temps, Alain Juppé est mis en avant comme l'homme providentiel de Sarkozy. Pas moins de deux livres dédiés à l'ancien premier ministre sortent en octobre: celui de la journaliste du Point, Anna Cabana

(Juppé, l'orgueil et la vengeance – aux éditions Flammarion, le 5/10); une biographie de l'ancien premier ministre, sous la signature de l'essayiste Pascal Louvrier (Juppé 2012: avec (ou sans) Sarkozy, aux éditions du Rocher le 13/10). Les médias notent que le «ministre vintage est redevenu à la mode» et s'interrogent sur ce «retour» qui pourrait devenir un «recours».

Le 29/09, il est l'invité de l'émission politique «Des paroles et des actes», en prime time, sur France-2. A plusieurs reprises, il le dit: «Je pense que ce qu'il (Sarkozy) fait va dans la bonne direction, j'ai décidé de l'aider, sans ambiguïté»; «Je pense que Nicolas Sarkozy est notre meilleur candidat, je crois que, tous les deux, on fait du bon travail». Bien sûr, il n'a pas pu s'empêcher de ponctuer son propos d'un «s'il est candidat». En novembre 2010, avant son entrée au gouvernement, il lâchait à Sarkozy: «Aujourd'hui tu ne serais pas réélu, Ai-je intérêt à monter sur le Titanic?» Aujourd'hui, il assure qu'ils ont «évités les icebergs. Maintenant que je suis sur le bateau, je me rends compte qu'il y a un capitaine» Le secrétaire d'Etat B. Apparut vante un ticket Sarkozy-Juppé. Un tandem non sans condition: pas question d'emprunter les chemins sécuritaires, qu'il a dénoncés depuis un an. Juppé à Matignon en 2012? «Cette configuration serait celle d'un premier ministre sacrificiel», estime Gilles Boyer, son conseiller politique. Et puis il y a cette scène, rapportée dans le livre d'Anna Cabana. Le maire de Bordeaux aurait raisonné Sarkozy, lui racontant son entrevue avec Sarkozy quelques semaines plus tôt, à propos de l'affaire Clearstream. «J'ai dit à Nicolas que, s'il avait laissé filer les choses après le jugement de première instance, tu serais déjà au gouvernement...», a raconté Juppé. Et tu sais ce que Nicolas m'a répondu? "Tu as raison!"» «Si Sarkozy ne s'était pas acharné, Villepin serait ministre. A ma place, au Quai d'Orsay. Et moi je serais premier ministre», plaisante Juppé en mai 2011, un mois après avoir convié à nouveau Villepin à un petit-déjeuner. Voilà qui expliquerait pourquoi Villepin n'a pas été aussi bavard chez le juge. Relaxé, en septembre, dans l'affaire Clearstream, le parquet qui avait fait appel a renoncé à se pourvoir en cassation. Voilà qui expliquerait pourquoi Villepin a lâché les rênes de son tout jeune parti pour travailler à l'élaboration d'«une politique de rassemblement national» transpartisan. Le lendemain, sur BFM-TV, il a carrément lancé un «appel à la préparation d'un gouvernement de rassemblement national» et annoncé une «nouvelle étape». Aujourd'hui, Villepin établit le même constat que ses anciens collègues chiraquiens: «Nicolas Sarkozy commence à comprendre qu'il ne peut pas y arriver seul.» En privé, il ne cache pas l'idée d'un ralliement à Sarkozy. «Il y a une crise sans précédent. Il faut sauver l'Etat. Il faut tout nettoyer, couper les branches pourries», dit-il. Il veut Matignon, et lui aussi pose ses conditions: «Je ne suis pas là pour trouver une porte de sortie facile à N. Sarkozy, dont le mandat est un échec. Chacun doit faire sa part de chemin. S'il est à la hauteur de l'enjeu,

on verra.» Sur France Inter, le 22/09, B. Le Maire, l'ancien directeur de cabinet de Villepin, a glissé que son mentor à «encore des choses à dire». Juppé comme Villepin tendent également des perches au président du MoDem. Sur France-2, le maire de Bordeaux raconte qu'il «aime bien F. Bayrou» et «(le) voit souvent». «Moi-même, j'ai fait du chemin, reconnaît F. Bayrou. La crise financière est là, qui nous oblige à passer par-dessus certains agacements», a-t-il assuré lors de son université d'été, en s'affichant avec P. Méhaignerie, vice-président de l'UMP. Ce recentrage à droite est dénoncé par ses rivaux du centre. D. Paillé se plaît d'ailleurs à répéter qu'un «deal» a été passé entre Bayrou et Sarkozy. Pour le politologue D. Reynié, «la difficulté actuelle pour Sarkozy est ce sentiment d'être à la tête d'une famille éclatée. S'il fait rentrer Villepin au gouvernement, il prouve le contraire et envoie un signal fort. Et cela pourrait faire renoncer Borloo.» Au-delà du symbole, le chef de l'Etat «doit récupérer l'électorat modéré», estime D. Reynié, s'appuyant sur l'étude de sa « Fondapol » et l'Ifop sur les classes moyennes. «On ne peut pas gagner en 2012 en étant un président sortant si on n'est pas compris des classes moyennes, qui représentent 52% (contre 25% classes populaires, 20% de classes aisées et 3% de très aisés). Ce sont eux qui font l'élection et qui font tenir la société: ils font la consommation, la redistribution, ils sont le bassin des électeurs modérés.» Quatre axes permettraient de toucher cet électorat, selon lui: l'éducation («il faut dessiner un grand projet sur l'école»), la question de la protection du patrimoine (qui «permet de toucher les 60% qui sont propriétaires et les 20% qui veulent le devenir»); la sécurité («qui doit être traitée comme une politique publique»); la question de l'Europe et de l'euro. «La défense de l'euro est la clé pour cet électorat. Les Français modérés n'aiment pas l'euro mais ne sont pas rassurés de le quitter. M. Le Pen a parié sur cet effondrement. Mais elle pourrait apparaître comme un risque supplémentaire», explique-t-il. «On entend de plus en plus parler de forces dépassant les nations. Donc chez cet électorat, il y a aussi l'idée que si cela s'effondre, ce n'est pas la faute du président en place.» Aucun doute que Sarkozy actionnera ce levier pour l'emporter.

| FN

Dans Médiapart (04/10) **Jean Baubérot critique les propos d'E. Badinter sur la laïcité et le FN.** Il s'interroge sur le temps de réaction mis pour démentir. Il aura fallu « Quatre jours pour publier un rectificatif totalement ambivalent. En effet, dès le jeudi 29 septembre, Marine Le Pen s'est emparée des propos de la philosophe pour les citer laudativement en conclusion de son colloque «Comment redresser l'école de la République?». «Et, pour la première fois, écrit C. Forcari dans Libération (30/09/2011), le nom de Badinter

a été applaudi dans une réunion du FN.» Cela sans susciter l'indication immédiate qu'il y avait maladresse. A l'excuse présentée: Badinter a voulu déplorer que M. Le Pen soit la seule à défendre la laïcité, elle a poussé un cri du cœur qui était aussi un cri de raison: «Mais c'est totalement faux». Et elle a fort bien expliqué que la leader frontiste ne «défend» nullement la laïcité mais «stigmatise» l'islam. Lundi 3 dans une déclaration publiée par le site du Point, Elisabeth Badinter a dû en convenir: «M. Le Pen n'est pas laïque. Elle a mis la main sur un mot, laïcité, mais elle reste étrangère au combat laïque. Sa laïcité à deux vitesses ne s'appliquerait qu'aux seuls musulmans. Elle veut supprimer totalement l'islam et les musulmans de l'espace public. En réalité, elle habille et maquille les obsessions et les ostracismes traditionnels du FN avec un mot républicain. Je ne suis pas dupe, et je n'ai rien à voir avec ça, ni avec les fachos de Riposte laïque!» Mais elle se contredit aussitôt, en voulant expliquer sa prise de position précédente: «Je me bats pour la laïcité depuis 1989, je refuse que des normes religieuses, quelles qu'elles soient, s'imposent à la société; mais j'ai l'impression d'un combat perdu. Le mot est pratiquement devenu tabou, sauf chez quelques personnalités –Melenchon, Valls... et, hélas, au FN. C'est cette situation absurde que j'ai voulu dénoncer.» Donc à peine M. Le Pen a-t-elle été rejetée de la laïcité qu'elle s'y trouve réintégrée, avec l'ensemble du FN. Quant au mot laïcité «pratiquement devenu tabou», une nouvelle fois, on a envie de répondre: «Mais c'est totalement faux.» Il suffit de surfer un peu sur Internet... E. Badinter s'enferme dans ses contradictions. Elle aurait mieux fait de s'en tenir à «M. Le Pen n'est pas laïque», quitte à convenir qu'elle avait fait une erreur. M. Le Pen est le contraire d'une ou d'un laïque. Mais aussi, structurellement, parce que la leader frontiste défend l'idée d'un ordre anthropologique immuable devant s'appliquer à toute la société. C'est pourquoi elle est contre des changements en bioéthiques ou contre les droits des homosexuels. M. Le Pen est pour des mesures répressives, qu'elle masque du nom de laïcité, elle est fondamentalement contre les libertés laïques. La faillite intellectuelle d'E. Badinter constitue un avertissement pour toute la gauche. Elle comporte, en effet, plusieurs leçons. La première leçon est l'aveuglement médiatique. La plupart des manifestations concernant la laïcité, et qui contribuent à la faire vivre au quotidien, n'ont aucune visibilité médiatique, et c'est pourquoi la philosophe les ignore. Cette réduction de la réalité à l'actualité médiatisée est fallacieuse et susceptible de provoquer de nouvelles formes (douces) de totalitarismes. La seconde est que la référence médiatiquement dominante à la laïcité est passée à droite, voire à l'extrême droite. Laïcité falsifiée, mais qui, par la méthode Coué, par un passage en boucle, génère la croyance qu'elle est LA laïcité. La gauche toute entière doit se demander quelle riposte véritablement laïque opposer à cette grave dérive. Cette riposte nécessite,



troisième leçon, une clarification et un débat. Il existe actuellement au sein de la gauche des divergences quant à la laïcité, et c'est une situation qu'il faut savoir affronter. Mais ce que les propos d'E. Badinter nous montrent jusqu'à l'absurde, c'est que si on fuit la clarification et le débat, si on veut imposer une orthodoxie laïque, on finit par citer M. Le Pen et non la LDH parmi ceux qui défendent la laïcité. Dans ce débat, je fais une proposition que j'espère clarificatrice. Et si nous nous mettons à promouvoir la laïcité au lieu de prétendre la «défendre»? Si à une laïcité répressive, nous substituons un combat pour les libertés laïques ? »

## Economie-social

### Sondage

**Selon un sondage Harris Interactive pour la CGT** 69 % de l'ensemble des salariés soutiennent la mobilisation syndicale « Pour un autre partage des richesses créées ». Les salariés du secteur public soutiennent la mobilisation à 70 % et ceux du privé à 67 %. ([www.cgt.fr](http://www.cgt.fr) 26/09)

**Baromètre CCAS 2011 : la précarité s'aggrave** ([www.gazette-sante-social.fr](http://www.gazette-sante-social.fr) 27/09) Aggravation de la précarité et augmentation massive des sollicitations auprès des CCAS. La troisième édition de l'enquête réalisée par la Gazette Santé-Social et l'Unccas, publiée dans notre édition de septembre 2011, met en lumière une proportion toujours plus importante de personnes en détresse. Une tendance qui se confirme au fil de nos enquêtes annuelles. Parmi les facteurs des nouvelles demandes d'aides, les difficultés quotidiennes (factures, loyer) se placent largement en tête (88%) devant le surendettement (62%) et les problèmes liés à l'emploi (56%). Cette augmentation de la prise en charge constitue un nouvel enjeu pour les acteurs (département, région, Etat) qui, selon le délégué principal de l'Unccas DanielZielinski, "devront clarifier leur intervention". Aggravation de la précarité et augmentation massive des sollicitations auprès des CCAS. La troisième édition de l'enquête réalisée par la Gazette Santé-Social et l'Unccas, publiée dans notre édition de septembre 2011, met en lumière une proportion toujours plus importante de personnes en détresse. Une tendance qui se confirme au fil de nos enquêtes annuelles. Parmi les facteurs des nouvelles demandes d'aides, les difficultés quotidiennes (factures, loyer) se placent largement en tête (88%) devant le surendettement (62%) et les problèmes liés à l'emploi (56%). Cette augmentation de la prise en charge constitue un nouvel enjeu pour les acteurs (département, région, Etat) qui, selon le délégué principal de l'Unccas DanielZielinski, "devront clarifier leur intervention".

**L'OIT met en garde contre une pénurie massive d'emplois dès 2012** Le G20 travail et emploi s'est réuni les 26 et 27 septembre pour discuter de l'emploi et du renforcement de la cohérence politique au niveau multilatéral. 200 millions de personnes sont au chômage dans le monde. Le record de la crise de 1928 est presque atteint. Une situation qui risque d'empirer si aucune mesure n'est prise, prévient l'OIT dans une étude réalisée conjointement avec l'OCDE. « Si le taux de croissance de l'emploi se maintient à son niveau actuel d'1 %, il ne sera pas possible de récupérer les 20 millions d'emplois perdus dans les pays du G20 depuis le début de la crise en 2008 », souligne ce rapport demandé par la présidence française du G20. 40 millions d'emplois viendront à manquer l'année prochaine pour les pays du G20, beaucoup plus à l'horizon 2015, si le taux de croissance de l'emploi reste inférieur à 1% jusqu'à la fin de l'année 2012, met en garde l'OIT. « Nous avons besoin d'une croissance de l'économie réelle qui génère du travail décent. Pour que cela se produise, la création d'emplois doit devenir la première des priorités macroéconomiques », a déclaré Juan Somavia, directeur général du BIT, lors de la réunion de travail du G20 le 27 septembre. Un taux annuel de croissance de l'emploi d'au moins 1,3 % serait nécessaire pour retrouver d'ici 2015 le niveau d'emploi d'avant la crise. La crise de l'emploi affecte la demande des consommateurs et menace une reprise économique déjà fragile, rappelle le rapport. A l'issue de cette réunion de travail, les ministres du Travail et de l'Emploi devraient adopter des recommandations qui seront examinées lors du sommet du G20 prévu à Cannes début novembre. (EurActiv.fr 27/09)

**Poussée de conflits sociaux localisés.** Des rapports de forces s'engagent sur l'ensemble du territoire autour de sites voués à la fermeture ou à des plans de restructuration. L'action la plus violente est la grève de la faim entamée depuis maintenant dix jours par douze salariés de Lafarge qui s'insurge contre la disparition de leur site de Frangey dans l'Yonne où 74 emplois sont en jeu. Ils campent devant le siège de Lafarge à Saint Cloud en compagnie du maire de leur commune également gréviste de la faim. Sur l'étang de Berre le site pétrochimique de Lyondellbasel a été mis à l'arrêt et bloqué mercredi 28 suite à l'annonce du projet de fermeture en l'absence d'un repreneur. Les syndicats prédisent une grève dure reconductible toutes les 24 heures. En solidarité, les salariés du site de Total à Donges (Loire-Atlantique) ont voté mercredi 28 septembre une mise au minimum technique de leurs installations pour 24 heures. A côté de l'Etang de Berre, les salariés de Fralib Gémenos qui bloquent leur site depuis plusieurs semaines viennent de se voir ordonner par le tribunal de grande instance de Marseille de « cesser les entraves à la liberté d'aller et venir dans la société, sous peine d'une astreinte progressive par infraction constatée ». Depuis début septembre, de nombreux sites sont inquiets, les mouvements de grèves se sont multipliés. Certains sont en voie

de trouver des accords avec la direction, pour d'autres ce n'est que le début de la lutte. Parmi eux : Arcelormittal à Florange, Constellium à Ham, Sobrena à Brest, Still SAS à Montataire, Faurecia à Nompattelize, la Fonderie du Poitou à Ingrandes-sur-Vienne, Goodyear Amiens Nord. (L'Usine Nouvelle 29/09)

**La prime qui fait pschitt.** Avant l'été, un débat occupait la scène sociale : fallait-il ou non mettre en place une prime dividendes, quasi obligatoire en cas de hausse des dividendes des salariés ? Le président de la République expliquait que c'était une question de juste répartition : que la croissance des entreprises devait profiter à tous, actionnaires et salariés. La crise financière est passée par là et les capitalisations boursières ont fondu de quasiment un tiers. Les entreprises devront négocier au titre des résultats de l'an dernier. A contretemps. Le DRH de Seb a réussi à accorder une prime d'un montant strictement égal à la baisse de l'intéressement, après en avoir modifié le calcul. Pour les salariés rien ne changera sur la fiche de paie. Chez le groupe volailler LDC, la CFDT monte au créneau pour dénoncer également une proposition de la direction pour « une prime Sarkozy d'une centaine d'euros soustraite de l'intéressement des salariés, ce qui revient à baisser le calcul de l'intéressement. C'est un véritable tour de magie qu'a opéré la direction du groupe. » Sarkozy n'a décidément pas de chance avec ces initiatives en matière de revenus. La prime dividendes après l'initiative sur la répartition de la valeur ajoutée en trois parts, deux sujets qui ont fait pschitt dans un contexte économique particulièrement épineux. Difficile d'augmenter les revenus des salariés lorsqu'on est président, dans une économie où la décision reste entre les mains des chefs d'entreprise. Et lorsque les mesures gouvernementales sont prises en cours d'année alors que les négociations salariales ont déjà été entamées, voire closes et les budgets décidés, le succès de l'opération est encore plus délicat. (L'Usine Nouvelle 29/09)

**Eloge de l'efficacité productive du travail en France.** Yves Besançon (Médiapart 29/09) D'après une étude publiée mardi 20 septembre à Londres par l'Office national des statistiques (ONS) sur la productivité comparée du travail des pays du G7 en 2010<sup>1</sup>, le travailleur français confirme sa remarquable bonne position sur les marches du podium de l'efficacité au travail. Il est intéressant d'en extraire quelques bonnes leçons élémentaires de conduite en matière de politique économique. Si l'on raisonne en termes de productivité du travail par tête, c'est-à-dire la richesse produite en moyenne par un travailleur<sup>2</sup>, la France se classe en deuxième position en 2010 derrière les Etats-Unis, et devant l'Italie, l'Allemagne et le Canada, le Royaume-Uni et

<sup>1</sup> <http://www.ons.gov.uk/ons/rel/icp/international-comparisons-of-productivity/2010---first-estimates/stb-icp-sep11.html>

<sup>2</sup> Au niveau d'une entreprise on rapporte la richesse créée (la valeur ajoutée brute-VAB) au nombre de travailleurs. Au niveau macroéconomique, on rapporte le PIB (la somme des valeurs ajoutées brutes) à la population active occupée.

le Japon fermant la marche. En ces temps de référence obsédée du côté de l'Élysée et de Matignon par rapport au fameux paradigme allemand, on relèvera également que la supériorité française est de l'ordre de 6 % en 2010 (indice de 106, calculé en prenant comme base 100 la productivité allemande) et qu'elle se maintient bien en 2010. Si l'on s'appuie maintenant sur la productivité horaire du travail<sup>3</sup>, c'est-à-dire le flux de richesses réalisé en moyenne en une heure de travail, les prouesses du travailleur français ne se démentent toujours pas. Certes, le travailleur allemand détrône ce dernier de son deuxième rang derrière le travailleur américain, mais seuls les travailleurs américain, français et japonais améliorent leurs performances entre 2009 et 2010 par rapport au travailleur britannique. Quant à la supériorité allemande par rapport à la France, elle se réduit en 2010 par rapport à 2009.

Il s'agit tout d'abord d'une excellente nouvelle pour les partisans de l'économie de la demande. Alors que la solution d'une sortie de crise par une relance par une hausse des salaires commence timidement à faire son chemin, sur la base d'un constat connu et répété d'une part structurellement insuffisante des salaires dans la répartition de la valeur ajoutée des entreprises<sup>4</sup>. Une meilleure efficacité du travail mérite aussi un pouvoir d'achat du salaire accru ! Et cette relance du pouvoir d'achat pourrait être à l'origine d'un cercle vertueux de sortie de récession dans laquelle nos économies s'engouffrent, d'autant plus efficace qu'elle se concentrerait sur les salaires les plus modestes, dont on sait que la propension à consommer est forte (part des salaires consacrée à la consommation), surtout après des années de pertes de pouvoir d'achat, au moins pour les travailleurs précaires. Il s'agit aussi d'une très bonne nouvelle pour les défenseurs de l'économie de l'offre. On rappelle que la compétitivité-prix des entreprises ne dépend pas du coût salarial horaire comme le laissent sciemment entendre les discours proches du patronat, mais du coût salarial unitaire, lui-même égal au rapport entre le coût du travail horaire et la productivité du travail<sup>5</sup>. Il y a pour l'économie française des marges de manœuvres techniques pour une revalorisation des salaires sans détérioration de la compétitivité-prix des entreprises, n'en déplaise au discours gouvernemental et patronal. L'arithmétique est claire et sans appel : une hausse des salaires strictement proportionnelle à la progression de la productivité laisse inchangée le coût du travail unitaire, donc la capacité

<sup>3</sup> On rapporte la VAB ou le PIB au volume d'heures travaillées, selon le niveau d'analyse adopté, micro ou macro. Indicateur plus difficile à calculer précisément que le précédent, tout du moins au plan macroéconomique.

<sup>4</sup> Voir notamment les réflexions récentes du laboratoire social Lasaire : <http://www.lasaire.net/accueil.php>

<sup>5</sup> Le coût salarial unitaire est le coût du travail supporté en moyenne pour une unité produite. En adoptant les notations suivantes : H (nombre d'heures travaillées), S (coût horaire de la main d'œuvre) et Q (niveau de la production), le coût salarial unitaire est donc par définition égal à  $(H \times S) / Q$ . Ce rapport peut aussi s'écrire :  $S / (Q / H)$ , donc comme le rapport entre le coût horaire du travail (S) et la productivité horaire du travail (Q/H).

concurrentielle de nos entreprises à développer leurs parts de marché. Il est aussi précieux de rappeler qu'il existe une interaction dynamique vertueuse entre salaire et productivité du travail : la hausse des salaires aujourd'hui, en améliorant le confort et la santé des salariés, et leurs motivations au travail, génère aussi des gains de productivité et de compétitivité pour demain. Et pour terminer, il s'agit également d'un constat très précieux pour plaider la cause de la vertueuse réduction du temps de travail dans le cadre d'une économie en transition entre le productivisme tayloro-fordien et le développement durable. Osons enfin envisager, au moins après une sortie de crise des dettes publiques, une croissance de l'emploi et une amélioration du bien être des populations dans les pays riches, dans un contexte de croissance de la productivité du travail propre à une économie moderne, non plus par le chemin d'une croissance économique soutenue, mais tout simplement par l'intermédiaire de la réduction du temps de travail dans le cadre d'une politique de partage du travail disponible.....et d'une répartition équitable des richesses produites, elle-même fondée sur la trilogie de la répartition dans une vraie social-démocratie : efficacité du travail, utilité sociale des métiers et besoins des individus. En conclusion, ces trois bonnes leçons d'économie politique verte, sont aussi trois cartons rouges adressés à la politique économique du Chef de l'État qui s'obstine depuis 2007 à massacrer le pouvoir d'achat des salariés les plus modestes et à s'inscrire à contresens de l'histoire, et ce à travers la dynamique principale de sa politique économique et sociale : « Travailler plus longtemps pour gagner moins pour les plus modestes.....et inversement pour les plus riches !! ».

### **Richesse**

Les Français interrogés citent spontanément des sommes très différentes. Une majorité des Français estiment qu'en moyenne une personne peut être considérée comme "riche" quand son revenu atteint 6.308 euros par mois, selon un **sondage Ifop** parudans Le Journal du dimanche. Quand on leur demande "**à partir de quel revenu net mensuel (en intégrant les salaires, les aides et les allocations), considérez-vous qu'une personne est riche**", 23% des sondés répondent spontanément par une somme comprise entre 5.001 et 10.000 euros mensuels, selon cette enquête sur "La définition de la richesse par les Français".

- 9% répondent 2.000 euros ou moins
- 22% entre 2.001 et 3.000 euros
- 14% entre 3.001 et 4.000 euros
- 21% entre 4.001 et 5.000 euros.
- Pour 8% des personnes interrogées, une personne est riche dès lors qu'elle gagne plus de 10.000 euros par mois.

Par ailleurs, 35% des sondés souhaitent, qu'en cas d'abaissement du seuil de déclenchement de la future taxe sur les hauts revenus, celle-ci s'applique à partir de 250.000 euros de revenu annuel. 22% des personnes interrogées désirent sa mise en place dès 200.000 euros, 17% dès 150.000 euros et 25% dès 100.000 euros. Mesure phare du budget 2012, la création de cette "contribution exceptionnelle sur les hauts revenus", avait été annoncée fin août par le gouvernement, dans le cadre d'un plan d'austérité. A l'origine, elle devait taxer 3% des revenus du travail et du capital supérieurs à 500.000 euros par part et rapporter 200 millions par an aux caisses de l'Etat. Mais le gouvernement est prêt à étendre cette taxation qui pourrait se déclencher dès 250.000 euros. (Nouvelobs.com 02/10)

**Ces industriels appréciés des Français.** Créateur d'emplois, porteurs de valeurs et compétitifs, les grands acteurs de l'industrie incarnent des valeurs positives sur fond de conjoncture angoissante. A la lecture du dernier baromètre Posternak/IPSOS, les industriels ont-ils une bonne image dans l'hexagone. (03/2011 Usine nouvelle)

Yves Rocher, Citroën, Peugeot et Airbus. Voilà les industriels qui ont la meilleure image auprès des Français. Ils occupent les quatre premières places du classement, Yves Rocher en tête. Dans le top dix, ressortent aussi Michelin (6ème) et Danone (7ème). Cette étude, réalisée fin septembre 2011, confirme donc la tendance selon laquelle les industriels ont la cote. Globalement, « l'image des entreprises est indexée sur le moral des ménages. En période de crise, elle se dégrade. Ce qui explique une chute moyenne de 8 points », explique Claude Posternak, le directeur de l'agence. « Mais les industriels s'en sortent mieux que la moyenne. L'industrie crée des emplois, le débat sur la relocalisation prend à droite comme à gauche et la question devient incontournable. Il y a un capital sympathie pour les entreprises qui produisent en France ». Airbus gagne 6 points. La démonstration que les industries qui exportent et font profiter leurs employés ont la faveur de l'opinion. Contrairement aux banques... Ebranlés par la crise financière estivale, les cinq établissements cotés en bourse voient tout logiquement leur indice image s'effondrer. Les constructeurs automobiles restent en bonne place dans ce classement mais voient tout de même leur indice image se dégrader. Citroën perd 8 points (exactement la baisse moyenne de ce classement) et Peugeot, 11 points. « La différence entre les deux constructeurs tient au fait qu'il y a des rumeurs de délocalisations chez Peugeot. Les entreprises qui envisagent cette solution sont directement sanctionnées dans l'opinion française », souligne le directeur. Renault grappille 2 points qui lui permettent de pointer à la huitième place. Autre bonne surprise, EDF gagne 6 points dans ce classement. « Preuve que les Français ont confiance en cette entreprise malgré la crise de Fukushima. » Reste un gros point noir dans notre industrie :

Total. Pour Claude Posternak, « il s'agit d'une société qui cristallise les griefs sur l'environnement, une mauvaise distribution des bénéfices et le fait que la première entreprise française pratique intensément l'optimisation fiscale ». Une réputation négative, surtout auprès des dirigeants. Trois cadres supérieurs sur quatre ont une mauvaise image de cette entreprise.

**60% des chefs d'entreprises considèrent inévitable une dégradation de la situation économique.** L'enquête 2011 conduite auprès de 5 000 entreprises de moins de 500 salariés représentatives du tissu économique de Paris petite couronne et du reste du territoire national indique que les chefs d'entreprises affichent un pessimisme record, au niveau de celui exprimé lors de l'enquête de septembre 2008. Différents indicateurs (chiffres d'affaires, situation financière, investissement, emploi) traduisent un ralentissement de l'activité des entreprises sur les six derniers mois et une inquiétude réelle pour les mois à venir. De ce point de vue, la situation du commerce de détail non alimentaire apparaît particulièrement préoccupante. Le niveau d'inquiétude ressenti par les grandes entreprises est inhabituellement proche de celui des PME. En matière d'emploi, l'inquiétude domine dans les PME/PMI puisque seulement 15 % des dirigeants prévoient d'embaucher dans les six prochains mois. Un quart des grandes entreprises anticipent une hausse de leurs effectifs contre un tiers l'an dernier. Pour 59 % des entreprises, la crise financière en cours est susceptible de remettre en cause des projets d'investissements. Dans un contexte de moindre demande de financement, aucune tension n'est soulignée entre les chefs d'entreprises et leurs banques. Au final, et quels que soient le secteur et la taille des entreprises, 60 % des chefs d'entreprises considèrent inévitable, à court terme, une détérioration de la situation économique de la France. « La révision à la baisse des projets d'investissements fragilise les prévisions officielles de taux de croissance et donc de réduction des déficits publics. Le respect impératif de cet objectif devra être obtenu par une plus grande rigueur sur les dépenses ». souligne Pierre-Antoine Gailly.

**La baisse des marchés intervenue en août et septembre a fait partir en fumée l'équivalent de 216 milliards d'euros** sur la valeur boursière des sociétés du CAC 40 depuis le 1er janvier. Au cours de la seule journée du 22 septembre, la chute de 5,25 % de l'indice phare de la Bourse de Paris a fait disparaître 40 milliards d'euros, soit autant que la capitalisation boursière de groupes de la taille d'EDF ou L'Oréal !

## Nucléaire

L'association Négawatt décrit sa révolution énergétique (Médiapart 29/09)  
**L'association Négawatt, collectif unique en son genre de spécialistes écologistes de l'énergie**, publie son analyse prospective et ses propositions

pour une transition du modèle français 29 septembre 2011. Ce nouveau scénario promet de devenir la référence incontournable des écolos, et par conséquent d'une partie des socialistes pour la présidentielle de 2012. Que nous apprennent les experts de Négawatt ? D'abord, que le problème n'est pas de rester ou de sortir du nucléaire, mais de repenser nos usages de l'énergie. Les Français pourraient dépenser beaucoup moins d'électricité, de gaz et d'essence en conservant le même confort de vie. Pour y parvenir, Négawatt prône la « sobriété » et l'« efficacité ». Autre enseignement, les économies les plus substantielles peuvent être réalisées dans le bâtiment, secteur résidentiel (logements) et tertiaire (bureaux) : plus de 600 TWh d'économies en 2050. La rénovation des bâtiments est ainsi l'une des clés du scénario. A terme, ce sont 750.000 logements et 3,5% des surfaces du tertiaire qui seront concernés chaque année, prédisent les experts. Pour les transports, le futur n'est pas forcément au tout voiture électrique. En revanche, voitures en milieu péri-urbain et rural, ainsi que les bus, pourraient rouler au « gaz naturel véhicule » (GNV), alimenté par le biogaz et le gaz de synthèse. D'où l'enjeu primordial du gaz. Négawatt propose de relocaliser la production de gaz en développant le biogaz (d'origine végétale, issu de la fermentation), soit le méthane, et les gaz de synthèse fabriqués à partir de dioxyde de carbone et d'hydrogène, selon le procédé appelé « méthanisation ». « C'est une entrée vers un changement de société », sourit Thierry Salomon, « il faut réfléchir à toute une transition énergétique, et pas seulement au nucléaire et à l'électricité. »

**Marie-Hélène Labbé Maître de conférences à l'IEP-Paris** signe un point de vue dans Libération (10/10) Les coûts de fonctionnement - retraitement des déchets, opérations de maintenance - ont été sciemment minimisés en France pour que le prix du kilowattheure d'origine nucléaire soit compétitif. Plus grave, car irresponsable au regard des générations à venir, est le refus de budgéter correctement les coûts futurs inhérents à la décision de développer l'énergie nucléaire. A savoir, le démantèlement des dix-neuf centrales et d'une centaine d'installations nucléaires de base, et le stockage des déchets. Dans un rapport de 2005, la Cour des comptes avait estimé le coût du démantèlement à 23,5 milliards d'euros. Quant au stockage des déchets, l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) avait, en 2005, estimé le projet de stockage profond à Bure à 15 milliards d'euros ; avant que le chiffre de 35 milliards ne soit évoqué si l'option de la réversibilité était retenue. Des coûts plus élevés que prévu qu'une « sortie du nucléaire » rendrait exigibles rapidement. Le 11 mars 2011 au Japon, l'accident de Fukushima fait passer le nucléaire du dogme au doute. Le nucléaire est désormais fragilisé. » Elle interroge « convient-il de mettre la sûreté au premier plan des variables à prendre en compte, réaliser un audit croisé (peer review) des centrales en



fonctionnement et fermer celles qui sont vétustes et/ou situées dans des zones sismiques ou inondables ? Régulièrement pointée du doigt par l'Autorité de sûreté nucléaire, la sous-traitance est le maillon faible d'une industrie qui privilégie le low-cost pour rester compétitive. Et le coût de la sûreté, minoré dans le passé, va être très difficile à supporter et plus encore à accroître dans un contexte de contraction budgétaire. A l'avenir, il est probable que le surcoût de la «sûreté d'abord», nouveau mantra de l'industrie nucléaire - de 100 à 200 millions d'euros par réacteur -, rendra mécaniquement l'option nucléaire moins attractive et celle des énergies renouvelables plus intéressante. Dernier ouvrage paru : «le Nucléaire à la dérive», Frison-Roche, septembre 2011.

## Europe et international

**La lettre secrète de Trichet à l'Italie** appelle à prendre les mesures suivantes : « 1/ Les défis clés consistent à augmenter en particulier la concurrence, en particulier dans les services, afin d'améliorer la qualité des services publics et d'élaborer des systèmes régulateurs et fiscaux plus appropriés pour soutenir la compétitivité des entreprises et l'efficacité du marché du travail. a) Une stratégie de réforme profonde et crédible, comprenant la libéralisation des services publics locaux et des services professionnels est requise. b) Il existe également le besoin d'une réforme supplémentaire du système de conventions collectives permettant des accords salariaux par entreprise afin d'adapter les salaires. c) Un passage en revue en profondeur des règles concernant l'embauche et les licenciements devrait se faire. 2) Le gouvernement doit prendre des mesures immédiates et courageuses pour garantir la solidité des finances publiques. Des mesures fiscales correctives supplémentaires sont nécessaires. Il est possible d'intervenir encore plus sur le système des retraites, en durcissant les conditions d'éligibilité pour les retraites seniors et en alignant rapidement l'âge de la retraite pour femmes du secteur privé à celui établi pour les employés du secteur public permettant ainsi des économies dès 2012. En plus, le gouvernement devrait sérieusement envisager la réductions des coûts des employés du secteur public. Une réforme constitutionnelle durcissant la législation fiscale serait également approprié. 3. Nous encourageons le gouvernement à prendre immédiatement des mesures afin de garantir une réforme majeurs de l'administration publique afin d'améliorer l'efficacité administrative et un esprit plus amical envers les entreprises. Des actions destinées à réaliser des économies d'échelle dans les services publics devraient être renforcées. »

**Pacte de stabilité.** Après une année de débat, les eurodéputés vont mettre demain le point final à la réforme et à l'élargissement du Pacte de stabilité, en

adoptant le "paquet des six". Dans le jargon bruxellois, il s'agit de six textes législatifs et réglementaires qui donnent à la Commission européenne davantage de pouvoirs pour contrôler les finances publiques des Etats européens et les sanctionner plus sévèrement quand ils s'éloignent des fameux critères de déficit (3% du PIB) et de dette publique (60% du PIB) fixés par le Pacte de stabilité et de croissance. Il devrait être adopté grâce aux voix des conservateurs et des libéraux, en dépit de l'opposition socialiste, qui juge le compromis final déséquilibré, trop axé sur la rigueur, pas assez sur la relance. Les fonctionnaires de la Commission estiment quant à eux que, si ces nouveaux outils avaient existé, ils auraient pu corriger plus tôt certains dérapages actuels. La trajectoire insoutenable de la dette grecque notamment aurait pu être détectée, et dès 1997. (Les Echos). Interviewé par La Tribune, Paul de Grauwe, professeur d'économie à l'université catholique de Louvain, estime pour sa part qu'avec ces réformes uniquement axées sur la convergence des politiques économiques et budgétaires des Etats membres, "on essaye de réduire trop rapidement l'endettement public". (Source Euro parl.fr 27/09)

**Marchés publics : la Commission s'interroge sur le protectionnisme.** La Commission pourrait proposer, d'ici la fin de l'année, une législation pour tenter de rétablir une concurrence équitable dans l'accès aux marchés publics de pays tiers. EurActiv.fr (03/10) détaille les options examinées par Bruxelles. Quatre millions de Franciliens empruntent régulièrement les trains de banlieue, probablement sans se douter qu'ils doivent la rénovation des rames à un groupe canadien. Bombardier a remporté, en 2006, un contrat de 4 milliards d'euros pour la modernisation du réseau Transilien, au détriment d'Alstom. Deux grandes sociétés de BTP, irlandaise et polonaise, se sont également fait devancer par leur concurrent chinois, Covec, pour construire une nouvelle autoroute entre Varsovie et Lodz en vue des Championnats d'Europe de football en 2012. Un projet aujourd'hui voué à l'échec. Ces opérations suscitent l'indignation dans certains pays de l'UE, car un constructeur européen n'aurait, à l'inverse, aucune chance de doubler un compétiteur local en Chine ou au Canada, où les marchés publics sont fermés aux entreprises étrangères. Dans l'UE, la valeur des marchés publics octroyés à des entreprises de pays tiers représente 312 milliards d'euros, d'après la Commission, alors qu'elle ne dépasserait pas 34 milliards d'euros aux Etats-Unis et 22 milliards au Japon. Ce pays et une partie des Etats américains ont une politique de fermeture de leurs marchés publics à la concurrence internationale. Le recours à la préférence nationale dans l'attribution des marchés publics est particulièrement problématique dans le cas des pays émergents qui pourraient offrir des débouchés importants aux entreprises européennes. Une étude de la chambre européenne de commerce de Chine,

publiée en avril dernier, évalue le montant de ses marchés publics à mille milliards de dollars par an. La Commission est donc à la recherche d'une solution pour rétablir une concurrence équitable dans la course pour remporter des marchés publics étrangers. Deux directions générales (marché intérieur et commerce) sont mobilisées sur le dossier à Bruxelles. Le statut quo paraît donc exclu. Reste à trancher entre la méthode douce, non contraignante, et la méthode forte, qui consiste à mettre en place une nouvelle législation. Selon des informations obtenues par EurActiv.fr, l'option douce pourrait prendre la forme d'un document de travail, clarifiant les conditions d'accès aux marchés publics de l'UE pour des entreprises de pays tiers, prévues par une directive de 2004. Mais deux pistes législatives sont également sur la table. La première donne le feu vert aux Etats pour fermer leurs marchés publics à des entreprises de pays tiers non signataires de l'Accord sur les marchés publics (AMP) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou d'un Accord de libre échange (ALE) avec l'UE. Dans la deuxième option, les Etats proposent mais l'UE dispose. L'exécutif bruxellois aurait un droit de regard. Mais il pourrait également décider de mettre en place des restrictions ciblées à l'encontre d'un partenaire commercial qui refuserait « de manière systématique » les offres d'entreprises européennes. « On ne sait pas comment le Conseil va réagir, car c'est un changement de doctrine important de l'Union européenne », estime Viviane de Beaufort, professeure à l'Essec et spécialiste en droit des affaires européen. L'Allemagne n'adhère pas du tout à la logique du « œil pour œil, dent pour dent ». En tant que deuxième exportateur mondial, elle n'a aucune envie de braquer ses partenaires commerciaux, si l'UE décide de moins ouvrir ses frontières. Berlin ne veut donc pas entendre parler d'une législation au niveau européen. Avec un déficit commercial record de 6,9 milliards d'euros en mai dernier, la France pousse l'UE à se fermer plus en prenant des mesures fortes contre les grands Etats qui ne jouent pas le jeu de l'ouverture aux entreprises européennes. Selon certains grands industriels français, la Commission doit en outre avoir un pouvoir de contrôle des décisions prises par les Etats sur l'ouverture de leurs marchés, car elle est la seule à avoir une vision globale du niveau de réciprocité de l'Union avec ses partenaires commerciaux. Reste à savoir, ensuite, comment les pays émergents réagiront face à ce changement de philosophie de Bruxelles.

**Pour le commissaire européen au Marché intérieur, l'Europe a commis une erreur en se détournant de l'industrie.** Et la politique de relance doit se faire en étroite association avec les territoires. (EurActiv 04/10/2011) Lors de l'assemblée générale de la conférence des régions périphériques et maritimes à Aarhus (Danemark), le 30 septembre, il a fait remarquer « Tous les pays qui ont des déficits sont [ceux] qui ont abandonné l'industrie et sont obligés

d'importer ». « Dans quarante ans, si nous continuons comme aujourd'hui, il n'y aura plus que l'Allemagne », a-t-il averti, allant jusqu'à prédire l'éviction, à terme, de tous les pays européens siégeant au sein du G8. Les collectivités sont justement appelées à participer à ce nouvel élan : « Nous devons recréer les conditions d'une politique industrielle qui intéresse les territoires », a-t-il insisté. En ligne de mire, le renforcement des pôles de compétitivité et la montée en puissance des investissements dans des secteurs stratégiques : technologies de l'information, biotechnologies et santé, transports, matériaux et énergies propres.

### **Le mouvement des « Indignés » aux Etats-Unis**

Lu dans le **Nouvel Obs** (07/10) « La revendication d'US Day of Rage, qui demande une réforme constitutionnelle pour stopper le tsunami d'argent inondant la vie politique, serait la meilleure chose qui pourrait arriver au pays. Les salariés de l'opérateur téléphonique Verizon, qui manifestent sur Liberty Plaza, n'ont aucun mal à attirer l'attention quand ils dénoncent, durant ces quatre dernières années, les « 258 millions de dollars d'émoluments pour seulement cinq dirigeants » de la société, laquelle se fait tirer l'oreille pour leur accorder une augmentation. Et le slogan malin des « 99% d'Américains » n'est pas qu'un slogan: les 1% les plus fortunés contrôlent 40% de la richesse nationale. Les « occupants » de Wall Street ne veulent pas - pas tous - faire la révolution, mais simplement tirer la sonnette d'alarme et réveiller le pays. Dans tout le pays, des pasteurs commencent à évoquer dans leurs sermons la « rapacité » (mot tabou dans bien des Eglises) des plus riches, tandis que la droite ne peut plus simplement dégainer son « class warfare! » (« lutte des classes! ») quand Obama ou les démocrates évoquent les inégalités. » **La Tribune** a mené l'enquête « Lawrence Essig, professeur de droit reconnu et respecté de l'Université de Harvard a choisi de prendre le mouvement « Occupy Wall Street - The 99 % » au sérieux. Et ce n'est pas le seul intellectuel à manifester sa sympathie pour cette forme de protestation. Le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz a pris officiellement position en faveur des « révoltés de Wall Street », tout comme Cornel West, professeur d'Économie à Princeton et plusieurs autres. Une très large majorité de la population qui ne supporte plus la mainmise du pourcent restant sur l'essentiel de la richesse américaine, ces riches et « leurs lobbies qui se sentent invincibles. Le mouvement prend de l'ampleur, essaime dans plusieurs grandes villes des États-Unis et traduit le malaise grandissant de la classe moyenne qui se sent abandonnée par l'Administration. Sans leader charismatique pour l'instant, cette grogne est probablement appelée à devenir un mouvement majeur, surtout pendant la campagne électorale, « À condition que les protestataires s'organisent et proposent un agenda précis », explique Sidney Tarrow,

professeur émérite de sociologie à Cornell University. « Si cette dynamique est réelle, solide, alors elle créera ses propres instances de nature à influencer sur le cours politique des choses. »

**Documents, études, rapports, revues. Les chercheurs de l'Observatoire français des conjonctures économiques fournissent des notes de travail à l'occasion des campagnes électorales de 2012.** Parmi ces notes, on peut lire : **Cherté du logement:** le logement social est-il la bonne solution ? Par Sandrine Levasseur. Si les lois, réglementations ou pratiques bancaires, ont permis d'éviter en France la crise des subprimes (à l'américaine), le problème des crédits hypothécaires (à la britannique), et l'allongement inconsidéré des durées de crédit immobilier (à l'espagnole), il n'en demeure pas moins une crise du logement : celle du logement cher. La cherté du logement en France ne cesse de croître, elle touche ceux qui souhaitent réaliser un projet d'acquisition (primo-accédants ou non) mais aussi les locataires, notamment ceux du secteur privé. Les ménages modestes ainsi que les jeunes sont les catégories les plus concernées par le logement cher. Dès lors, on peut s'interroger sur l'opportunité de renouer avec un programme de logement social plus ambitieux que celui actuellement en cours.

Pourquoi **les pays développés doivent renoncer à leur AAA** par Henri Sterdyniak. Par essence, les Etats à monnaie souveraine devraient renoncer à leur AAA : en effet, quelle logique y-a-t-il à voir des agences de notation noter un Etat dont le défaut est rendu impossible par sa capacité à créer sa propre monnaie ? Pour éviter la dépendance envers ces agences de notation et mettre fin à la crise qui sévit en Europe, les Etats membres de la zone euro doivent retrouver leur souveraineté monétaire par la garantie conjointe quasi-intégrale des dettes publiques.

**L'économie de l'enseignement supérieur:** de la nécessité de marcher sur deux jambes par Jean-Luc Gaffard. Pour tenir son rang dans l'économie de la connaissance, la France a décidé de transformer l'organisation de l'enseignement supérieur et de la recherche ([cf. note longue](#)). En faisant le choix de l'autonomie de ses universités et s'engageant sur la voie d'une concurrence fondée sur une évaluation indépendante de leurs performances, elle a privilégié le soutien d'une recherche de haut niveau au motif que davantage investir dans ce domaine apporterait des points supplémentaires de croissance. Ce faisant, le développement des formations d'enseignement supérieur destinées à pourvoir un nombre grandissant d'emplois hautement qualifiés a été assez largement négligé, alors même que la croissance en dépend sans doute plus que de l'intensité de la recherche en elle-même.

<http://www.ofce.sciences-po.fr/blog/>

**Une publication conjointe de l'OMC et du BIT examine les moyens de rendre la mondialisation socialement durable.** Publiée le 20 septembre

2011, l'étude conjointe intitulée 'Making Globalization Socially Sustainable' (Vers une mondialisation socialement durable), souligne le potentiel qu'a la mondialisation de stimuler la productivité et la croissance, mais aussi l'importance qu'il y a à mener de front des politiques de commerce, d'emploi et de protection sociale pour exploiter ce potentiel. Les auteurs réaffirment le rôle positif que la libéralisation des échanges peut jouer en améliorant l'efficacité, et donc la croissance. Ils soulignent combien il est important que les gouvernements investissent dans les biens publics et consolident le fonctionnement des marchés pour faire de la mondialisation un moteur de croissance. Ils mettent en évidence le rôle clé de la protection sociale, tout comme la nécessité d'adapter les systèmes de protection sociale aux conditions locales. L'ouvrage s'articule autour de trois grands thèmes qui ont récemment fait l'objet d'une attention particulière, à savoir: l'emploi, l'incertitude sur le marché du travail et les inégalités. Un chapitre, écrit par David N.F. Bell et David G. Blanchflower, est consacré aux effets que la grande récession de la fin des années 2000 a eus sur l'emploi. John Haltiwanger s'intéresse à l'incertitude sur le marché du travail et William Milberg et Deborah Winkler examinent l'incertitude perçue par les salariés qui subissent les effets de la concurrence des importations. Les mesures pour répondre aux chocs externes sur le marché du travail ne sont pas oubliées et un intérêt particulier est porté à la viabilité de ces mesures dans les pays en développement (Devashish Mitra et Priya Ranjan). Un chapitre est dédié aux dernières études mettant en évidence les effets de la mondialisation sur la répartition des revenus (Nina Pavcnik); il est suivi d'une analyse de la capacité des gouvernements de remédier aux inégalités dans un monde mondialisé (Carles Boix). Le dernier chapitre de l'ouvrage porte sur le rôle des politiques d'éducation et de formation pour ce qui est de propager les avantages de la mondialisation (Ludger Woessmann). La publication identifie trois obstacles aux efforts des responsables politiques pour assurer une mondialisation socialement durable. Premièrement, une ouverture accrue peut déboucher sur une structure et des niveaux d'emploi qui sont plus ou moins favorables à la population active et à la croissance économique. Deuxièmement, l'ouverture peut rendre les marchés nationaux du travail plus vulnérables face aux chocs externes, comme cela a été le cas au cours de la grande récession. Troisièmement, les fruits de la mondialisation sont inégalement distribués et certains salariés et certaines entreprises risquent d'y perdre à court terme, voire à moyen terme. Les auteurs de l'ouvrage passent en revue les mesures susceptibles de surmonter ces trois obstacles.

**La fin de l'Etat providence est déjà dans les têtes...** Les jeunes ne croient plus à la retraite par répartition ! Cette protection qui semblait si naturelle est en train de sortir de l'imaginaire collectif. C'est une défaite idéologique

profonde qui marque une perte de confiance dans la capacité du politique à agir sur l'histoire. (source: Alternatives économiques)

Dans **Sciences Humaines (01/10) Philippe Marlière a écrit un article intitulé L'irrésistible déclin de la social-démocratie**. Selon lui, la social-démocratie voulait instaurer le socialisme par la voie démocratique. Son âge d'or fut celui de la célébration de l'économie mixte. La Troisième voie tenta de la relancer en la convertissant aux vertus du libéralisme et de la responsabilité individuelle. Elle vit aujourd'hui une profonde crise d'identité. (Ce texte reprend son exposé de l'université d'été des Kérillis)  
[http://www.scienceshumaines.com/l-irresistible-declin-de-la-social-democratie\\_fr\\_23378.html](http://www.scienceshumaines.com/l-irresistible-declin-de-la-social-democratie_fr_23378.html)

La revue du Centre confédéral d'études économiques et sociales de la CGT (Analyses & documents économiques n°115) publie les actes du colloque « Reconquérir l'industrie : une nécessité économique et sociale ». Dans son introduction, Nasser Mansouri-Guilani note « Incontestablement, il y a un lien de cause à effet entre le recul de l'industrie et la situation économique et sociale de la France, situation défavorable au monde du travail ».

**Le Débat** de ce mois-ci publie un dossier « Entrée en campagne ». L'introduction remarque « L'imprévisible est au rendez-vous. C'est ce climat que les textes réunis ici s'efforcent de cerner. Ils s'attachent à dégager les enjeux qui seront déterminants lors de la consultation ». Nous y reviendrons.

## Livres

**La démondialisation.** Walden Bello. Serpent à plumes. La traduction du père de ce concept. « Démondialisation » ou « Comment organiser les échanges de manière plus juste et respectueuse des communautés humaines ? ». L'auteur détaille les échecs de l'économie mondialisée et examine les propositions pour la réformer et mieux la gérer.

**Les financiers détruiront-ils le capitalisme ?** Robert Boyer. Economica. L'auteur nous prévient : on ne sort pas facilement des grandes crises, comme celle que nous connaissons depuis 2007. Car au-delà des fluctuations qu'elles provoquent, ce sont des crises de transformation du modèle économique dominant vers un autre modèle, qui reste à inventer.

**Nous on peut.** Jacques Généreux. Seuil. En six chapitres, Généreux explique comment en 2012, un gouvernement déterminé peut se débarrasser des spéculateurs, échapper à la cure d'austérité, reprendre le contrôle du crédit, surmonter la crise de la dette publique et s'affranchir du carcan néolibéral.

**Repenser l'État. Pour une nouvelle social-démocratie.** Philippe Aghion et Alexandra Roulet. Seuil. Alors que la crise a remis en cause la toute-puissance des marchés et la dérégulation, on prône en Europe et aux Etats-

Unis à nouveau un Etat minimal. Ce livre répond qu'il faut « plus d'Etat autrement ». Un Etat qui investit dans la croissance et l'innovation, Etat garant du contrat social, Etat protecteur dans un monde plus incertain.

**La nouvelle frontière. Pour une social-démocratie du XXI<sup>e</sup> siècle.** Henri Weber. Seuil. La gauche en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle est confrontée à de nouveaux défis : mondialisation et financiarisation de l'économie, fragmentation de la société et du salariat, montée de l'individualisme moderne, avènement de la « vidéocratie », surgissement de « l'urgence écologique ». Dans ce contexte mouvant, ce livre affiche son ambition : montrer quel est le nouvel horizon de la social-démocratie européenne.

**La littérature s'engage.** Le roman social refait son apparition depuis le début de la crise de 2008. En Espagne, trois livres critiquent la culture de masse et l'envie de la subvertir. Un des auteurs, Robert Juan-Cantavella souligne « Face à un capitalisme émotionnel, qui programme nos sensations et nos sentiments, ces livres fonctionnent comme des contre-points, pour penser et ressentir autrement ». Ce que nomme le critique du Monde le « grand roman national », on le trouve dans des livres de la rentrée avec « L'Art français de la guerre » d'Alexis Jenni (Gallimard), et « Le système Victoria » d'Eric Reinhardt (Stock). Paul Auster signe un roman sur l'état de la société américaine, « Sunset Park » (Actes Sud) qui exprime la colère devant les expulsions des maisons « subprimes ».

### A noter

**Le débat sur la démondialisation continue.** A lire notamment : Le débat Guibert/Canfin: pour ou contre la démondialisation? dans Mediapart (10/10). Dans sa chronique au Nouvel Obs (07/10) **J-C. Guillebaud** écrit « Dans leur souci de ridiculiser la gauche, les camelots du président et leurs relais médiatiques ont trouvé une ritournelle. Les socialistes, disent-ils en chœur, voudraient nous «faire revenir aux années soixante». Quelque chiffres simples: la croissance de l'économie française, avec 5% par an, était supérieure à celle des Etats-Unis. Le chômage ne dépassait pas 1,4% de la population active française, soit moins de 300 000 demandeurs d'emploi. Quant au partage du PNB entre capital et travail, il était favorable à ce dernier. L'interventionnisme supposé de l'Etat se concrétisait par une politique industrielle, la «planification souple ». En matière de protectionnisme, la France d'alors était simplement fidèle au Traité de Rome de 1957 en appliquant la «préférence communautaire », c'est-à-dire un protectionnisme raisonné aux frontières de l'Union. Arnaud Montebourg dit-il autre chose aujourd'hui? Bref, sur tous ces points, ironiser grassement sur un « retour aux années soixante » témoigne d'un sérieux manque de jugeote. Et d'une



imprudence polémique, tant il serait facile de démontrer que le « projet » du sarkozysme correspond, lui, à un retour aux « années soixante », mais celles qui commencent en 1860. Ce fut l'époque du darwinisme social, du mépris des pauvres et du capitalisme à la Dickens. **B. Badie** écrit dans La Croix (07/10) « Obnubilé toujours et encore par les vertus supposées de l'autorégulation, chacun pensait que le politique se limitait désormais au domaine régalien sans imaginer qu'il pouvait définir aussi le cadre de la coexistence entre agents économiques et contenir, au nom de l'intérêt général de l'humanité, leurs excès individualistes. De même a-t-on négligé de penser que la mondialisation refondait le politique hors d'une territorialité qu'elle affaiblissait, au-delà des frontières qu'elle effaçait, indépendamment des souverainetés qu'elle bousculait, mais autour des principes d'intégration, d'inclusion, de solidarité et de bien commun qu'elle impliquait. On comprit aussi que le multilatéralisme incarné par le FMI et la Banque mondiale, fondés à une autre époque, n'avait pas pris encore réellement le virage de la mondialisation, tandis que le régionalisme s'affaissait à mesure que la crise reconduisait chacun vers les classiques égoïsmes nationaux. Au sein du Vieux Continent, les incertitudes sur l'euro soulignaient simultanément la contradiction qui frappait la monnaie unique apparaissant précisément au moment où se bloquait le processus d'intégration politique. Même négation du politique, même illusion sur les cercles vertueux de l'économie, même croyance déçue en l'harmonie spontanée. Autant de manquements qui ont dangereusement empêché ou différé le processus de réinvention du politique au sein de l'Europe. En fait, nous vivons les effets d'une double contradiction. D'une part, la mondialisation impose une régulation alliant conjointement acteurs publics et acteurs privés, alors que ces derniers ont appris à cultiver d'abord le principe d'autonomie. D'autre part, à l'heure même où on lance de pathétiques appels au politique, nul ne sait plus aujourd'hui où celui-ci se situe, au-delà d'États trop nationaux, de multilatéralismes en panne et des oligarchies renaissant à travers les clubs de puissance. On a peut-être oublié l'essentiel : mondialisation veut d'abord dire inclusion de tous, et en particulier des plus faibles, dont les incertitudes font les fièvres de tous. »

**Laurence Parisot**, a estimé ce lundi 10/10 qu'il fallait "profiter du succès incontestable" d'Arnaud Montebourg pour ouvrir un débat public sur la mondialisation que pourfend ce responsable politique. La démondialisation serait, selon la responsable du Medef, "revenir un peu en arrière et limiter la globalisation", mais l'idée de lancer un grand débat national plaît toutefois à l'organisation patronale. "Moi, je dis: allons-y, allons jusqu'au bout de ce débat", a lancé Laurence Parisot. Du coup, les premières attaques contre le projet d'Arnaud Montebourg ont commencé à fuser : "Un salarié sur quatre en France dépend de l'exportation, donc imaginer que du protectionnisme ou des

fermetures des frontières feraient du bien serait faux", fait valoir Laurence Parisot. L'idée est d'autant plus incongrue aux yeux du Medef, que les échanges se tournent de plus en plus vers l'international." Il faut bien comprendre que plus nous avons des possibilités vers des marchés extérieurs, nous permettons à nos entreprises de se développer et de contribuer à la croissance", a expliqué la présidente. (NouvelObs.com) **Michel Rogalski** se positionne sur le site de Recherches internationales « L'ampleur du tir de barrage opposé au terme de démondialisation donne la juste mesure de son côté insupportable pour tous ceux qui avaient vanté depuis des décennies la mondialisation heureuse, alors même que les faits accumulaient jours après jours les symptômes de son échec. Qu'on en juge par les quolibets et noms d'oiseaux : tour à tour absurde, irréaliste, réactionnaire, subalterne, accusée de propager illusion démagogique, d'être un concept superficiel et simpliste, une fable, un thème provocateur, d'encourager un repli national ne pouvant conduire qu'au modèle de la Corée du Nord. Le débat n'est plus confiné à la gauche de la gauche puisqu'il s'est invité dans la bataille présidentielle. Et c'est bien normal car il porte en lui l'analyse nécessaire du bilan des trente dernières années. Vouloir étouffer un tel débat serait une faute politique majeure. Ce serait occulter la richesse potentielle inhérente à tout débat sur la sortie maîtrisée du tunnel de l'austérité fabriqué à coup de déflation salariale, de délocalisations, d'invention de « contraintes extérieures » recherchées par nos élites et reposant sur une soi-disante rationalité supérieure d'essence mondiale, de construction européenne important les formes les plus exacerbées de la mondialisation, souvent au prétexte d'y résister et bien sûr se mettant dans l'incapacité de protéger, de promouvoir le social ou de contrôler la finance. Et si la démondialisation interpelle fortement l'Europe c'est parce que cette région du monde est devenue un concentré -un laboratoire- de la mondialisation et que, loin d'y être douce, elle y concentre tous ses excès. Il n'y a pas lieu de s'en étonner. C'est pourquoi les débats que suscite le thème de la démondialisation sont essentiels. Ils touchent tout simplement aux conditions nécessaires à la réalisation d'une rupture avec trente années de néolibéralisme mondialisé qui tel un rouleau compresseur écrase tout sur son passage. » <http://www.recherches-internationales.fr/> **Serge Halimi** (Monde diplomatique 10/10) commente le livre de Sapir « Même s'il faut attendre la fin de l'ouvrage pour découvrir les propositions que semble annoncer son titre, l'analyse qui précède, celle d'une mondialisation financière et marchande « *qui n'est plus soutenable* », est très solidement charpentée. Elle débusque le mythe d'une dynamique naturelle qui se serait imposée aux responsables politiques en rappelant que les initiateurs de la mondialisation (ses bénéficiaires aussi) ont été les classes supérieures des pays riches — celles du Nord et celles du Sud.

En Europe, par exemple, la défense de la monnaie a « obligé » les Etats à « *organiser la déflation salariale* ». Ce « *mai 1968 à l'envers* » a comporté d'autant moins de conséquences négatives pour les actionnaires que l'ouverture au commerce international — l'externalisation — leur a permis de « *ne plus dépendre du marché intérieur, et donc des salaires qui y sont payés* ». »